

## SOMMAIRE :

### •Actualités

Aung San Suu Kyi veut faire revivre l'esprit de Panglong, pas de réforme immédiate de la LND, un photographe condamné à huit ans de prison, de nouvelles restrictions à la médiatisation d'Aung San Suu Kyi, le va et vient des réfugiés à la frontière birmano-thaïe critiqué par l'ONU, l'expulsion des Rohingyas conduit à une nouvelle vague de « boat people », les victimes du cyclone Giri ont toujours besoin d'assistance, Wikileaks et la junte, augmentation de la production d'opium et d'amphétamine, un rapport condamne le gouvernement norvégien pour ses investissements en Birmanie, la Chine réinvestit des millions dans le projet Shwe Gas, Ban Ki-moon exhorte le SPDC à engager des réformes politiques, Aung San Suu Kyi rencontre un haut responsable américain, l'ONU demande à la Birmanie la libération de plus de 2.000 prisonniers politiques

### • Eclairage

A la croisée des chemins: dialogue avec Aung San Suu Kyi

### • Action

L'appel des moines birmans

### • Evènements

### • Nous soutenir, nous rejoindre

## Edito

Maintenant que les élections ont eu lieu et qu'Aung San Suu Kyi a été libérée, la communauté internationale attend de voir si et comment la mise en place d'un nouveau gouvernement, prévue pour fin janvier, va changer le paysage politique birman. L'espoir de voir émerger un changement politique après des élections si décriées est ténu, les militants birmans sont nombreux à craindre que la seule différence en 2011 soit d'ordre cosmétique, l'apparence 'civile' du nouveau gouvernement donnant à la junte militaire au pouvoir un visage plus respectable. En revanche, beaucoup d'espoir repose sur la liberté nouvellement recouvrée d'Aung San Suu Kyi, bien que l'on n'en connaisse pas clairement l'étendue ni la durée. Malgré ces incertitudes et les risques potentiellement encourus, la dame de Rangoon s'évertue depuis le 13 novembre à faire de l'unité entre les différentes composantes ethniques et politiques de Birmanie une priorité pour son pays. En appelant au dialogue, elle ne souligne pas seulement les lacunes de l'unilatérale « feuille de route pour la démocratie » du SPDC mais met aussi en lumière une possible voie vers la réconciliation nationale. Cette réconciliation semble d'autant plus urgente que de graves affrontements ont éclaté dans le pays depuis le jour des élections, causant la fuite de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés. Malgré cela, la junte continue de nier les causes réelles des conflits qui rongent le pays, ce qui fait peser sur la Birmanie un risque chaque jour plus élevé d'instabilité et d'implosion.

Le début de l'année 2011 débute malheureusement par un deuil au sein du mouvement militant pour la cause birmane. Nous tenons à rendre un hommage particulier à Claude B. Levenson, disparue le 13 décembre à Lausanne à l'âge de 72 ans. Journaliste et écrivain, sa vie a témoigné d'un intérêt profond pour le bouddhisme et la question des droits de l'homme. Son engagement bien connu pour la cause tibétaine (proche du Dalai-Lama, elle aura été sa traductrice pendant trente ans) ne doit pas faire oublier les livres que son mari l'écrivain et journaliste Jean-Claude Buhner et elle consacrèrent aux Nations unies comme à la Birmanie. On mentionnera ainsi une biographie, « *Aung San Suu Kyi, demain la Birmanie* » qui évite l'écueil d'être centrée sur la seule personne d'Aung San Suu Kyi en élargissant le propos à la situation politique et sociale du pays. En 2008, les mêmes auteurs publient un livre sur la révolution safran intitulé « *Birmanie: des moines contre la dictature* », saisissant avec pertinence l'importance de cet événement. Claude Levenson manquera au mouvement de lutte pour la démocratie en Birmanie. Info Birmanie avait eu un réel plaisir de participer à des émissions de radio et de télévision aux côtés de Claude. Notre équipe tient à saluer la mémoire de cette grande dame.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

## Politique

### Aung San Suu Kyi veut faire revivre l'esprit de Panglong

Depuis sa libération Aung San Suu Kyi a déclaré vouloir continuer à mener la lutte vers la démocratie, l'égalité ethnique et le développement. Elle s'emploie en effet à faire de la réconciliation nationale une réalité en Birmanie. Cette volonté de collaborer avec les leaders ethniques fait écho à une rencontre historique qui a eu lieu à Panglong, dans l'État Shan, en février 1947, réunissant les dirigeants des minorités ethniques Shan, Kachin et Chin, ainsi que le père d'Aung San Suu Kyi, le Général Aung San, alors chef du gouvernement intérimaire birman et héros de l'indépendance (acquise en 1948). Appelée « Accord de Panglong », cette conférence engage la lutte pour l'indépendance et établit le principe d'une union fédérale basée sur « l'autonomie complète au sein d'une administration centralisée ». Daw Aung San Suu Kyi signe ainsi un retour à l'esprit de cette rencontre en appelant à la tenue d'un « Panglong 2 », illustrant bien sa volonté de poursuivre le dialogue nécessaire à la Birmanie pour sortir de l'impasse politique actuelle.

De son côté, le régime semble peu enclin à suivre cette voie. Un article publié le 8 décembre, dans le quotidien Myanmar Ahlin déclare que les appels d'Aung San Suu Kyi et d'autres visant à remettre au goût du jour « l'esprit de Panglong » iraient à contre-courant de la feuille de route en sept étapes de la junte et pourraient « faire plus de mal que de bien. Le Parlement est le meilleur endroit pour renforcer l'unité nationale déjà acquise », précise l'article. « S'ils [l'opposition] choisissent de suivre cette voie idéaliste tout en ignorant le meilleur moyen [le Parlement], ils doivent être conscients que cela apportera plus de mal que de bien au pays. » Enfin, le Général Than Shwe, dans un discours aux armées datant du 24 décembre, a déclaré qu'il était impossible de séparer les différents groupes nationaux et que les idéaux qui donnent lieu à de telles dérives régionales sont devenus désuets.

### Pas de réforme immédiate de la LND

Dans un entretien avec l'AFP le vendredi 17 décembre, Aung San Suu Kyi a exclu le renouvellement immédiat de la direction de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). Elle préfère une prise de responsabilité progressive de jeunes cadres pour remplacer ses compagnons de route du comité central exécutif, critiqué pour être composée en majorité d'octogénaires.

## Liberté d'expression

### Un photographe condamné à huit ans de prison

Le photographe Sithu Zeya, détenu depuis le 16 avril 2010 pour ses clichés des dégâts causés par un attentat à la bombe, a été condamné à huit ans de prison ferme le 21 décembre. Son père, le journaliste et peintre Maung Maung Zeya, arrêté un jour après son fils, attend en prison son procès qui devrait avoir lieu en janvier 2011. Tous deux travaillaient pour le média birman en exil Democratic Voice of Burma (DVB).

### De nouvelles restrictions à la médiatisation d'Aung San Suu Kyi

Durant la dernière semaine du mois de novembre, le Ministère de l'Information a ordonné à huit radios locales de ne pas diffuser d'interviews ou de représentations d'une douzaine d'acteurs, réalisateurs, chanteurs et écrivains ayant précédemment critiqué la junte ou montré leur soutien à Aung San Suu Kyi. Par ailleurs, selon des rédacteurs en chef de plusieurs journaux locaux, le bureau de la censure a bloqué la publication d'interviews d'Aung San Suu Kyi.



## Humanitaire

### Les victimes du cyclone Giri ont toujours besoin d'assistance



Deux mois après le passage du cyclone, des dizaines de millions d'habitants des zones affectées dans l'Etat d'Arakan sont toujours sans logement permanent ni moyens de subsistance. Le 20 décembre, le bureau de la coordination de l'aide humanitaire des Nations unies (OCHA) déclarait que la région n'avait reçu que 20,5 millions de dollars sur les 57 millions nécessaires aux efforts de réhabilitation. Le 14 décembre, Aung San Suu Kyi a fait don de 11 000 dollars pour l'aide humanitaire apportée aux victimes de Giri. Le 21 décembre, la Commission européenne a annoncé l'allocation de 4 millions de dollars.

## Minorités et réfugiés

### Le va et vient des réfugiés à la frontière birmano-thaïe critiqué par l'ONU

En conséquence de nouveaux affrontements armés qui ont fait rage dans les Etats Shan et Karen, les réfugiés fuyant les combats dans ces régions ont continué d'affluer en décembre vers la Thaïlande. Les combats qui opposent les troupes du SPDC et une faction dissidente de la DKBA (un groupe armé Karen) avaient forcé début novembre plus de 20 000 personnes à se réfugier de l'autre côté de la frontière.



Le 7 décembre, les autorités thaïlandaises ont ordonné à plus de 1000 réfugiés de retourner en Birmanie. Le 25 Décembre, l'armée thaïlandaise a obligé 166 réfugiés à retourner en Birmanie, alors que ces derniers avaient déclaré au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qu'ils n'étaient pas prêts à rentrer à cause de problèmes de sécurité.

Human Rights Watch a appelé le gouvernement thaïlandais à cesser de traiter les réfugiés comme « des balles de ping pong humaines » en les forçant à retourner en Birmanie prématurément. Kraisak Choonhavan, leader adjoint du Parti démocrate au pouvoir en Thaïlande, a publié une lettre ouverte demandant à l'armée thaïlandaise de ne pas renvoyer les réfugiés alors que la situation était encore très dangereuse. Quelques jours plus tard, le HCR a rappelé au gouvernement thaïlandais que les retours doivent avoir lieu sur une base « strictement volontaire », et seulement lorsque « les conditions sont en place pour assurer un retour dans la sécurité et la dignité ».

### L'expulsion des Rohingyas conduit à une nouvelle vague de « boat people »

Les autorités du Bangladesh ont continué à repousser les Rohingyas fuyant les persécutions en Birmanie. En décembre, les autorités du Bangladesh ont arrêté environ 80 Rohingyas et expulsé 21 d'entre eux vers la Birmanie. Le 18 décembre, plus de 60 Rohingyas vivant au Bangladesh se sont mis en route vers la Malaisie à bord de simples bateaux en bois. En 2010, le Bangladesh a repoussé plus de 2000 Rohingyas à la Birmanie.

## Sécurité

### Wikileaks et la junte

La publication par Wikileaks de câbles diplomatiques des États-Unis a révélé que les soutiens traditionnels du SPDC ont été frustrés dans leurs relations avec la junte. Les câbles confidentiels font la lumière sur les opinions diplomatique de l'Inde, de la Chine, et de Singapour à propos du SPDC. Après un entretien avec l'Ambassadeur chinois en Birmanie en juillet 2008, la chargée d'affaires de l'Ambassade des Etats-Unis à Rangoun a révélé que les Chinois "en ont clairement marre du régime dilatoire de Than Shwe ". En octobre 2007, l'ancien Ministre des Affaires étrangères et actuel Ministre-Mentor de Singapour, Lee Kuan Yew, aurait décrit les généraux comme des personnes "lourdes" et "stupides" ayant "très mal géré" les vastes ressources de la Birmanie.

Les correspondances diplomatiques dévoilent également les liens de la junte avec la Corée du Nord. La Birmanie construirait secrètement dans la jungle tropicale une installation pour fabriquer des armes nucléaires, avec l'aide de Pyongyang, selon une note diplomatique américaine. L'ambassade des Etats-Unis à Rangoon suivrait de très près le SPDC, soupçonné d'activités liées au développement nucléaire depuis janvier 2004, et a plus récemment renforcé sa surveillance sur les liens que la Birmanie entretient avec la Corée du Nord.



### Augmentation de la production d'opium et d'amphétamine en Birmanie

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a publié en décembre deux rapports intitulés « Enquête sur l'Opium en Asie du Sud- Est - 2010 » et « Myanmar: Évaluation de la situation sur les stimulants de type amphétamine », attestant de l'augmentation drastique de la production d'opium et d'amphétamine en Birmanie. Selon ces rapports, la production d'opium en Birmanie a augmenté de 76% depuis 2009. La part de la Birmanie dans la production mondiale d'opium est maintenant de 16%, comparativement à 5% en 2009. Selon le rapport, la pauvreté, l'instabilité et l'augmentation des prix de traitement de l'opium sur le marché mondial ont incité les agriculteurs à reprendre ou à commencer la culture du pavot, en dépit des programmes d'éradication officielle. Les saisies de méthamphétamines dans la région ont continué de montrer une tendance à la hausse en 2010, avec plus de 44 millions de comprimés saisis en Thaïlande, et plus de 22 millions de pilules saisis au Laos.

## Economie

### Un rapport condamne le gouvernement norvégien pour ses investissements en Birmanie

Le gouvernement norvégien va à l'encontre de ses règles éthiques en investissant plus de 4,7 milliards de dollars dans des entreprises pétrolières opérant en Birmanie et qui sont complices de violations des droits de l'homme. Ces accusations ont été révélées dans un rapport publié par l'organisation EarthRights International (ERI), intitulé : "Éthique brisée: Les investissements du gouvernement norvégien dans les sociétés pétrolières et gazières opérant en Birmanie" Le gouvernement norvégien a été accusé d'être « *complice de la confiscation des terres, du travail forcé, de meurtres, et du maintien d'un régime militaire répressif en Birmanie* » par le biais de son fonds souverain.

### La Chine réinvestit des millions dans le projet Shwe Gas

Le 30 novembre dernier, le gouvernement chinois a accordé un prêt supplémentaire de 2,4 milliards de dollars à la junte birmane afin d'accélérer la construction du gazoduc Shwe. Selon Wong Aung de l'ONG Shwe Gas Movement (SGM), le déblocage de ces fonds dénote un manque de confiance de la part des autorités chinoises dans la capacité de la junte à mener à bien un projet d'infrastructure d'une telle ampleur dans les délais impartis.

## Nations unies et Communauté internationale

### Ban Ki-moon exhorte le SPDC à engager des réformes politiques

Le 2 décembre, le chef de cabinet du Secrétaire général de l'ONU, Vijay Nambiar, a demandé instamment au SPDC de mettre en oeuvre une transition politique aux bases élargies, incluant notamment ceux qui n'ont pas participé aux élections et la libération des prisonniers politiques. Le 6 décembre, Ban Ki-moon a fait savoir à son "Groupe des Amis de la Birmanie" que les deux prochains mois seraient cruciaux pour la Birmanie et pourraient décider de son avenir politique et de sa place dans la communauté internationale.



L'Assemblée générale des Nations unies a différé le vote de la résolution sur la Birmanie. Le retard serait dû à des considérations budgétaires.

### Aung San Suu Kyi rencontre un haut responsable américain



Le 7 décembre, le sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Asie et le Pacifique, Joseph Yun est arrivé en Birmanie pour une visite de quatre jours. Sa mission était entre autre d'évaluer l'environnement de la Birmanie post-électorale et l'impact de la politique américaine sur la Birmanie. C'est la première fois qu'un haut responsable américain s'entretient avec Aung San Suu Kyi depuis sa libération. « *Nous avons parlé de beaucoup de choses* », a déclaré Aung San Suu Kyi. « *Nous avons aussi parlé des sanctions, mais je ne peux rien dire de plus* », a-t-elle ajouté.

### L'ONU demande à la Birmanie la libération de plus de 2.000 prisonniers politiques

Le 13 décembre, le Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, Tomas Ojea Quintana, a appelé le SPDC à libérer les 2.200 prisonniers politiques incarcérés en Birmanie. « *Un mois après la libération de Daw Aung San Suu Kyi, j'appelle le gouvernement de la Birmanie à libérer les prisonniers de conscience, dont le nombre est actuellement estimée à au moins 2.202, et dont beaucoup souffrent de graves problèmes de santé liés aux conditions de leur détention*», a déclaré Tomas Ojea Quintana.

Il a ensuite fait part de sa tristesse lorsqu'il a appris la mort en prison d'un prisonnier d'opinion, U Naymeinda, ancien moine bouddhiste âgé de 50 ans. Il s'agit du 145ème prisonnier de conscience à mourir en prison depuis 1988. Quintana a indiqué qu'il a reçu des rapports prouvant que d'autres prisonniers de la même prison souffraient de malnutrition et de la tuberculose. «*Ce sont des personnes qui ont été emprisonnées pour avoir exercé leurs droits fondamentaux, la liberté d'expression et la liberté de réunion*», a ajouté Tomas Ojea Quintana.

# Eclairage

## Ce mois ci: A la croisée des chemins, dialogue avec Aung San Suu Kyi

Dans une interview à Al Jazeera Aung San Suu Kyi parle de l'avenir du pays, du besoin de changement, et explique dans quelle mesure elle croit que la réconciliation nationale est la route que la Birmanie doit prendre pour sortir de l'état actuel de stagnation économique et d'absence de liberté politique. Un groupe d'éminents experts, accompagné d'environ quatre cents étudiants et universitaires ont participé à l'interview qui s'est déroulée à la London School of Economics, et diffusée le 22 décembre.

Pour voir l'interview en anglais :

<http://www.youtube.com/watch?v=BMjEbNSoSys>



**Q:** Vous êtes respectée et admirée dans votre pays et partout dans le monde, mais en raison de votre long emprisonnement il était impossible de vous écouter parler directement. Par ce dialogue nous voulons essayer de rompre le silence. Pouvez-vous adresser quelques mots à notre audience et commenter les principaux thèmes de notre dialogue qui sont : conflit et besoin de réconciliation, démocratie et développement, société civile ?

Aung San Suu Kyi : Je me réjouis vraiment de pouvoir communiquer avec vous. Cela est un grand progrès, car pendant plusieurs années je ne pouvais communiquer avec personne. Je crois que vous avez posé la question de la réconciliation nationale. Nous avons toujours cru à la réconciliation nationale car en Birmanie il y a deux points de vue divergents. Nous pensons qu'il y a un besoin de changement mais les autorités militaires ne pensent pas qu'il y ait ce besoin de changement. C'est le véritable noeud du problème. Nous pensons que le changement sera bénéfique pour tous. Non seulement pour nous, mais aussi pour la junte militaire car cela leur donnera un sentiment de sécurité et d'utilité plus important. Nous pensons que la réconciliation nationale n'est pas seulement nécessaire mais possible. C'est finalement la route que nous devons prendre si la Birmanie veut sortir de la situation actuelle de stagnation économique, de manque de liberté politique. Nous voudrions changer ce manque de liberté en liberté. Nous voudrions le faire ensemble avec la junte militaire.

**Q:** La junte affirme que la démocratie libérale ne convient pas au pays, les généraux parlent de « démocratie disciplinée ». Il y a aussi des voix dans la région qui indiquent que le développement économique doit venir avant la démocratie. Pouvez-vous répondre à ces arguments ?

ASSK: Le principe de « démocratie disciplinée » a affecté seulement la population et non les dirigeants. Ce n'est pas ce que veut la population. La tenue d'élections n'est pas suffisante, nous voulons une véritable démocratie, un Etat de droit. La LND a continuellement parlé de l'importance de l'établissement d'un Etat de droit, de celui d'un système judiciaire indépendant, d'une société civile forte, et de tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement d'une démocratie libérale. Une nouvelle fois, cela implique la mise en place d'un dialogue, d'échanger nos idées sur ce que nous attendons de la démocratie. Ils [les militaires] attendent manifestement quelque chose de la démocratie, même s'il s'agit d'une démocratie disciplinée. Nous voudrions qu'ils comprennent nos attentes.

**Q:** Comment est-ce que les gouvernements occidentaux mais aussi les gens ordinaires peuvent-ils faire partie de votre réseau démocratique d'activistes ?

ASSK: Nous apprécierions énormément si tout le monde appelait à un processus électoral inclusif en Birmanie. C'est la première étape à franchir maintenant. Par « inclusion », ce que nous voulons dire c'est que tous les groupes et forces politiques devraient être autorisés à prendre part au le processus politique du pays. Cela veut dire que les prisonniers politiques devraient être libérés, et que le processus politique ne devrait pas être limité à ceux qui feront partie du nouveau Parlement. Si tout le monde, ou au moins ceux qui veulent que le Birmanie progresse vers la démocratisation, pouvait insister sur cela, nous serions en mesure de faire des progrès.

*La suite page suivante*

# Eclairage

## Ce mois ci: A la croisée des chemins, Dialogue avec Aung San Suu Kyi (suite)

**Q :** Certains militants représentant des intérêts commerciaux et des groupes industriels affirment que les sanctions ne font qu'entraver le processus de démocratisation et appauvrissent d'avantage une population déjà extrêmement pauvre. Le pays attire presque exclusivement des investissements étrangers dans le secteur de l'extraction des ressources naturelles. Pensez-vous que les investissements étrangers directs dans l'exploitation de gaz et l'exploitation minière pourront profiter à la population?

ASSK: Je ne crois pas que les sanctions aient quelque chose à voir avec la situation humanitaire dans le pays. Nous n'avons jamais demandé des sanctions contre quoique ce soit lié à l'aide humanitaire. La seule chose que nous avons dit en ce qui concerne l'aide humanitaire c'est qu'elle doit être transparente, responsable et ouverte à un mécanisme de contrôle indépendant. Nous n'avons jamais essayé de stopper l'aide humanitaire de quelque manière que ce soit, et si vous considérez le fait que moins de 5% du budget annuel est alloué à l'éducation et la santé, vous pouvez comprendre que la situation humanitaire dans notre pays n'a pas grand-chose à voir avec les sanctions mais plutôt avec les politiques gouvernementales. Nous ne pensons pas que les sanctions aient affecté de quelque manière la situation humanitaire dans le pays.

**Q :** On parle de plus en plus d'une Commission d'enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, pas en tant qu'enquête judiciaire mais plutôt comme un exercice de recherche de preuves pour établir ce qu'il se passe véritablement sur le terrain en Birmanie. Nous serions très intéressé de connaître votre opinion sur le sujet ?

ASSK : Je crois que le Professeur Quintana a appelé à une Commission d'enquête, parce qu'il pense que c'est nécessaire afin de promouvoir les droits de l'Homme en Birmanie. La LND soutient l'idée d'une Commission d'enquête. Mais je crois que nous devons être clair sur le fait que nous demandons une Commission d'enquête et non pas un procès des généraux, comme certaines personnes ont l'air de le penser. Tout ce que nous voulons c'est qu'une chance soit donnée au Professeur Quintana de poursuivre son travail de Rapporteur Spécial pour la Commission des droits de l'Homme. S'il pense qu'une Commission d'enquête est nécessaire, il doit avoir de bonnes raisons, et nous devrions tous le soutenir. Une Commission d'enquête pourrait aussi mener à la réconciliation en mettant les choses à plat, un peu comme le processus de vérité et de réconciliation en Afrique du Sud. Je ne crois pas que nous devrions le voir comme une attaque directe envers les autorités militaires, et nous ne voulons absolument pas que les autorités militaires le voient comme une attaque directe contre eux.

**Q :** Pouvez-vous parler de vos efforts pour construire un sentiment d'unité qui pourrait mener à différentes formes de transformation?

ASSK: Ce que nous voulons faire c'est aider les nationalités ethniques à se rassembler, à faire part de leurs aspirations et espoirs comme une seule et unique voix pour construire un esprit d'unité fort basé sur ces aspirations. Je sais qu'il y a eu des commentaires disant que Panglong n'est qu'une légende, il y a eu beaucoup d'incompréhensions. Nous le comprenons, c'est pourquoi nous sommes en train d'organiser des discussions pour mettre en place le processus. Nous organisons une série de discussions à propos du premier Panglong pour comprendre de quoi il s'agit vraiment et pour voir comment améliorer ce que nous avons commencé en 1947. A présent nous avons le soutien de nombreux groupes ethniques et nous espérons étendre ce soutien au maximum. Nous voulons vraiment que l'inclusion soit au sommet de l'agenda pas seulement pour les nationalités ethniques, mais pour tous les groupes politiques et les citoyens birmans. Une nouvelle fois, cela implique la mise en place d'un dialogue, d'échanger nos idées sur ce que nous attendons de la démocratie. Ils [les militaires] attendent manifestement quelque chose de la démocratie, même s'il s'agit d'une démocratie disciplinée. Nous voudrions qu'ils comprennent nos attentes.

*Propos traduits en français par Info-Birmanie*

# Action

## Appel des moines birmans

*Lettre ouverte* aux Nations unies et aux gouvernements de l'UE, de l'ASEAN, des Etats-Unis, de la Chine, de l'Inde, de tous les gouvernements internationaux et aux dirigeants de toutes les autres organisations internationales pour leur demander de se mobiliser pour qu'un dialogue avec le régime militaire ait lieu rapidement en Birmanie

1) En 2007, des centaines de milliers de moines bouddhistes défilaient pacifiquement dans les rues de Birmanie en récitant le Metta Sutta, la prière bouddhiste pour la bonté. Ceci dans le but de soutenir leur peuple dans l'amour et la paix. Ces moines ont été battus, emprisonnés et tués par la junte militaire birmane pour avoir exprimé leur bonté à la population. Actuellement, plus de 2.100 prisonniers politiques se trouvent dans les prisons birmanes. Plus de dix pour cent d'entre eux sont des moines bouddhistes. C'est en Birmanie qu'il y a le plus grand nombre de détenus religieux au monde. Tous les moines innocents qui sont actuellement emprisonnés pour leur participation à la «révolution safran» de 2007 devraient être libérés immédiatement et sans condition. En emprisonnant des moines pacifistes, les autorités birmanes menacent la stabilité de la paix mondiale et la stabilité régionale et bafouent les droits de l'homme. Les auteurs de ces arrestations de personnes innocentes doivent être traduits en justice.

2) La junte militaire birmane a organisé des élections en novembre 2010, élections dont le résultat a été refusé au niveau local et à l'échelle mondiale, ayant été presque universellement considérées comme ni libres ni équitables. Avant ces élections, beaucoup de Birmans les contestaient parce que les règles électorales établies par la junte éliminaient toute possibilité de processus démocratique réel. L'élection et ses résultats ont ainsi engendré le mécontentement de très nombreux habitants du pays. Cette situation va créer une aggravation des conflits existants, incitant davantage de réfugiés à fuir le pays. Le prix des aliments et des produits de base est une fois de plus à la hausse en Birmanie, détériorant ainsi les conditions de vie de nombreux citoyens. Les jeunes n'ayant pas accès à l'éducation sont forcés de travailler pour gagner leur vie. Dans ces circonstances, nous demandons instamment à l'ONU, à l'UE, à l'ASEAN et à tous les gouvernements internationaux de ne pas reconnaître les résultats des élections birmanes de novembre 2010.

3) Nous demandons instamment à l'ONU, à l'UE, à l'ASEAN et à tous les gouvernements internationaux d'appuyer et de reconnaître la deuxième conférence de Panglong\*, proposée par la Ligue nationale pour la démocratie, ainsi que par les dirigeants politiques et les représentants des minorités ethniques de Birmanie.

4) Nous sommes convaincus que la seule façon d'apaiser les tensions et de résoudre les problèmes actuels de la Birmanie réside dans un dialogue entre les élus responsables de la NLD de 1990, les représentants des minorités ethniques et le régime militaire dans un endroit neutre à définir d'un commun accord. Nous demandons instamment à l'ONU, à l'UE, à l'ASEAN, aux gouvernements des Etats-Unis, de la Chine, de l'Inde et aux dirigeants de toutes les autres organisations internationales de se mobiliser pour que ce dialogue ait lieu rapidement en Birmanie.

*Les recommandations ci-dessus sont établies et assumées par des moines birmans vivant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays*

(\*) voir page 2 de la newsletter pour plus de détail sur la conférence de Panglong de 1947.

**Vous voulez agir ? Signez la pétition de soutien à l'appel des moines birmans**

Retrouvez la pétition de soutien à l'appel des moines birmans sur les sites :

The Best Friend : organisation fondée par 2 moines birmans

[www.thebestfriend.org](http://www.thebestfriend.org)

Association Suisse Birmanie : relai francophone de la campagne

[www.birmanie.ch](http://www.birmanie.ch)

Merci à nos amis et collègues de l'Association Suisse Birmanie, basée à Genève qui ont géré la traduction de l'appel et assuré le relai de la pétition. Pour plus d'infos, prendre contact directement avec eux: [asboffice@bluewin.ch](mailto:asboffice@bluewin.ch)

# Evénements

## 13 janvier à 19h30: projection de « Urgence Chronique » à PARIS (75)



Projection du documentaire « Urgence Chronique » suivie d'un débat animé par l'équipe d'Info Birmanie.

Synopsis: Le documentaire a pour sujet l'ONG Back Pack Health Worker Team. Située à Mae Sot en Thaïlande, l'ONG

forme des réfugiés birmanes aux premiers secours et aux interventions médicales d'urgence. Bravant les autorités birmanes et les mines anti-personnel, c'est au péril de leur vie que ces volontaires traversent clandestinement la frontière et tentent d'apporter une aide humanitaire aux populations Birmanes pourchassées par la junte et réfugiées au cœur de la forêt.

Maison des Associations du 6ème

60 rue Saint André des Arts  
75006 Paris

Métro: Odéon (ligne 4 et 10)

## 21 janvier à 19h45: expo-photo à LYON (69)

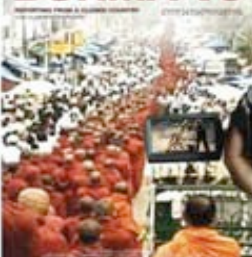
Exposition photo « Imaginez la Birmanie » par le photographe Malik Boltener (à partir du 10 janvier) et soirée spéciale le 21 janvier avec témoignages, contes et chorégraphies par le collectif Artéou.

La condition des soies

7 rue St Polycarpe  
69001 Lyon

## 25 janvier à 19h30: projection de Burma VJ à PARIS (75)

### BURMA VJ



Projection du documentaire « Burma VJ » suivie d'un débat animé par Amnesty International et l'équipe d'Info Birmanie.

Synopsis: : S'appuyant sur des vidéos tournées secrètement par des journalistes locaux malgré les menaces de répression, Burma VJ relate la révolution safran qui a éclaté en Birmanie en 2007. Un film qui témoigne du courage de ces reporters clandestins, et de l'importance incontestable des médias indépendants dans la lutte contre le pouvoir totalitaire birman.

Maison des Associations du 13ème

13 rue Caillaux  
75013 Paris

Métro: Maison Blanche (ligne 7)

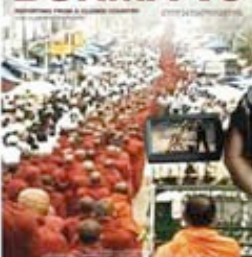
## 27 janvier: Célébration des 50 ans de Zarganar à PARIS (75)

Célèbre comédien et activiste birman, Zarganar a été arrêté une première fois pendant la révolution safran pour avoir nourri et soutenu le mouvement des moines. Il sera relâché un mois plus tard. En mai 2008, il organise une campagne de distribution de vivres pour les sinistrés du cyclone Nargis et condamne sur les ondes de radios internationales l'attitude des autorités, qui bloquaient l'entrée des travailleurs humanitaires étrangers sur le sol birman. Ce qui lui vaut une seconde arrestation et une condamnation à 45 ans de prison.

Détails de l'événement à suivre sur notre site web.

## 3 février à 20h: projection de Burma VJ à MARCQ-EN-BAROEUL (59)

### BURMA VJ



Projection du documentaire « Burma VJ » en partenariat avec l'association Les Amis d'Ealing, suivie d'un débat animé par l'équipe d'Info Birmanie.

Les Amis d'Ealing est une association qui promeut le jumelage avec la ville anglaise d'Ealing. A ce titre, Burma VJ sera diffusé en version originale (anglais et birman), avec sous-titres en anglais et non pas en français comme Info-Birmanie le fait habituellement.

Cinéma Colisée-Lumière

55 rue Montgolfier  
59700 Marcq-en-Baroeul



74, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris  
Tél: 01 46 33 41 62  
[www.info-birmanie.org/](http://www.info-birmanie.org/)  
Mail: [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)

« Usez de votre liberté  
pour promouvoir la  
nôtre »  
Aung San Suu kyi



**Info Birmanie** est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,  
de manière ponctuelle ou régulière :*

**Vous voulez agir,** vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

**Proposer et développer des projets,** des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

**Faire partager votre expérience,** vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Isabelle ou Marie  
au 01 46 33 41 62 ou par mail  
à [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)**